

Politique scolaire, Laïcité et Anticléricalisme

Jacques BERNET

Votées il y a un siècle, les lois scolaires de Jules Ferry furent intimement liées à une question qui a longtemps divisé l'opinion en France : celle de l'Eglise, (avant tout la hiérarchie catholique), son rôle, son influence politique et sociale dans notre pays. Bien plus que la gratuité et l'obligation scolaires, la LAICITE, 3e terme de la fameuse trilogie ferryste déchaina les passions, apparaissant longtemps comme la ligne de partage entre "progressistes" et "conservateurs", entre une gauche libérale et moderne d'une part, et une droite "obscurantiste" d'autre part. De l'époque de Gambetta et Jules Ferry à l'affaire Dreyfus, de la chambre bleue horizon de 1919 ayant refusé la présidence de la République au vieil anti-clérical Clémenceau, au programme laïque du Cartel des gauches d'Herriot, de la période vichyste aux fronts laïques de la IVe République et aux débats sur l'école privée au cours de la Ve, cette image classique s'est longuement perpétuée, la question de la "liberté de l'enseignement" étant d'ailleurs encore utilisée comme argument électoral au cours d'une campagne récente. Comme l'a écrit Mona Ozouf au début de son petit livre "L'Ecole, l'Eglise et la République" (1), "Le ménage que font en France l'Eglise et la République, n'est jamais aussi orageux que lorsque surgit la "question scolaire". Certes les choses se sont un peu dépassionnées depuis l'époque où cléricaux et anti-cléricaux s'affrontaient avec une virulence dont la presse d'alors nous donne le témoignage.

Voici ainsi comment C. Pelletan rapportait dans "Le Rappel" du 7 Juillet 1879 le discours de Paul Bert à Auxerre, au moment de la bataille de l'article 7 sur l'expulsion des Jésuites :

"... c'était le savant, c'était le naturaliste qui disséquait l'animal appelé jésuite ; cela ressemblait à un cours de zoologie par la netteté et la sûreté scientifiques de la méthode, par l'autorité du ton, par la largeur philosophique des vues : M. Paul Bert est intrépidement descendu (en se bouchant le nez) dans cet infâme égoût qui s'appelle la morale jésuitique ..." (2).

Les conservateurs n'étaient pas en reste

en matière d'invectives : citons Paul de Cassagnac dans l' "Autorité" du 27 mars 1886, au moment du vote de la loi laïcisant le personnel enseignant, sous l'autorité du ministre de l'instruction publique (et des cultes) Goblet :

"Il est chassé de partout, Dieu, de l'hôpital où le malade agonise, loin de la soeur de charité et entre les mains crochues d'une mégère laïque ; de l'école où les bras du Crucifié ne s'étendent plus, comme pour mieux bénir les petits enfants ; du mariage devenu par le divorce le hideux accouplement des bêtes dans les mairies changées en haras humains ; des églises dont les religieux sont expulsés ; des communes rurales dont les desservants se voient supprimer le pain qu'ils partagent avec les pauvres."

"Et c'est quand en pleine discussion d'une loi scélérate, un nain apostat, un Goblet, ministre haineux, dresse sa difforme et grotesque échine, lève sa tête grimaçante contre le ciel, c'est quand il lui lance en guise de défi sa salive puante, comme Julien mourant lui lança la terre ensanglantée qui pétrissait sa main désespérée, c'est alors qu'un archevêque saisit les pipeaux rustiques du berger satisfait que chanta Virgile et célèbre les douceurs de la République. Aimable berger, en vérité, qui loue ceux qui tondent et ceux qui saignent les brebis !" (3)

Or la vivacité de la querelle entre cléricaux et anti-cléricaux, renouvelée périodiquement entre des périodes de relative accalmie, constitue une originalité de l'histoire politique française, un trait presque spécifique, dont nous voudrions tenter de cerner l'origine, le sens et la portée, en partant de l'exemple particulièrement net de l'époque Jules Ferry et de la "question scolaire".

(1) Collection Kiosque - Armand Colin - 1963

(2) Cité par Mona Ozouf, dans " L'Ecole, l'Eglise et la République ...", p. 59

(3) Même source. Il est fait allusion ici à une tentative d'ouverture opérée par l'archevêque de Bordeaux, le cardinal Guibert, qui avait publié une brochure " La Démocratie, son avenir social et religieux".



Les débuts de la IIIe République, régime né presque fortuitement d'un long et douloureux accouchement (4), furent marqués par une violente flambée d'anti-cléricalisme, répondant elle-même à l'attitude de la hiérarchie catholique au temps de l'Ordre Moral conservateur et pro-monarchiste de Mac Mahon. Ce n'est pas un hasard si le mot "anti-clérical" apparut en 1877 dans le dictionnaire de Littré, faisant écho à la célèbre interpellation de Gambetta dans son discours du 4 mai de cette même année à la Chambre, "le cléricalisme, voilà l'ennemi". (5)

Après l'échec du coup de force anti-parlementaire du 16 mai 1877, le triomphe des Républicains "opportunistes" fut consacré en janvier 1879 par la démission de Mac Mahon, laissant le champ libre à la revanche des "laïcs". L'ère de Jules Ferry, l'un des chefs de file du courant opportuniste "libéral" (concurrent de celui de Gambetta) commença le 4 février 1879, lorsque le Vosgien devint ministre de l'Instruction publique dans un 1er cabinet Waddington, et se termina le 30 mars 1885 quand tomba le second ministère qu'il présidait, à cause de sa politique coloniale (affaire de Langson); il fut 5 ans ministre de l'Instruction publique et un peu plus de

trois ans Président du Conseil.

La mise en place d'une législation laïque à partir de 1879 représentait d'abord le règlement d'un vieux contentieux politique avec l'Eglise, cette dernière ayant pactisé tour à tour avec l'Empire et avec les monarchistes, s'identifiant alors avec les forces politiques les plus conservatrices. L'anti-cléricalisme des Républicains de toute tendance devrait d'ailleurs plutôt être qualifié d'anticatholicisme, car le camp des laïques comptait notamment des protestants et des spiritualistes, tel Ferdinand Buisson qui avait fondé à Neufchâtel en 1866 une revue intitulée "le christianisme libéral"; toutefois Jules Ferry s'est toujours bien défendu de s'en prendre à la religion. (6)

Il s'agissait en effet tout d'abord d'achever la laïcisation de l'Etat, en renouant avec la tradition de la Révolution française, telle qu'elle était vue par les Républicains libéraux. Jules Ferry se déclarait disciple de Condorcet autant que d'Auguste Comte.

"La grande passion de la Révolution française est d'avoir constitué cet Etat laïque ... d'avoir achevé de remettre les organes de la société exclusivement laïques, d'avoir enlevé au Clergé son organisation politique, son rôle de corps dans l'Etat". avait déclaré Jules Ferry à la Chambre dès le 3 Juin 1876.

La laïcité de l'enseignement constitua à cet égard le couronnement d'une série de mesures de laïcisation de l'Etat votées dans la décennie 80 : suppression de l'interdiction légale de travailler le dimanche (1879), abolition du caractère confessionnel des cimetières (juillet 1881), autorisation complète des obsèques civiles (Novembre 1887), laïcisation des hôpitaux, enlèvement des crucifix, des prétoires et surtout rétablissement du divorce par la célèbre loi de 1884, laquelle restait d'ailleurs nettement en retrait sur celle de septembre 1792 puisqu'elle excluait le consentement mutuel. Toutefois Jules Ferry n'alla pas jusqu'à remettre en cause le Concordat et le budget des cultes, par prudence tactique à l'égard de l'électorat

(4) cf. l'excellent livre de MM. Winock et Azema : "Nai- sance et mort de la IIIe République" Callmann Lévy-1970

(5) Littré avait reçu l'initiation maçonnique avec Jules Ferry le 8 juillet 1875

(6) "Oui nous sommes entrés résolument dans la lutte anti-cléricale, je l'ai dit et la majorité républicaine m'a ac- clamé quand j'ai tenu ce langage. Oui nous avons voulu la lutte anti-cléricale, mais la lutte anti-religieuse, ja- mais". (Jules Ferry : Déclaration du 10 Juin 1881 au Sénat).

et aussi parce que ce système permettait de mieux contrôler politiquement le Clergé salarié par l'Etat. (7)

La mise en place de l'école laïque se fit en trois grandes étapes : le 18 mars 1880 l'Université retrouvait le monopole de la collation des grades (les jurys mixtes institués en 1875 - et pour lesquels J.Ferry avait voté - étaient supprimés-) et les établissements supérieurs confessionnels ne pouvaient plus prendre le titre d'Universités ; la loi du 28 mars 1882, ajournée en 1879 du fait de l'opposition du Sénat, supprimait l'instruction religieuse dans les écoles primaires, établissait la "neutralité" des programmes et créait un cours d'instruction morale et civique, comportant d'ailleurs encore les "devoirs envers Dieu" à la suite du vote d'un amendement proposé par Jules Simon (8) ; enfin la loi du 30 octobre 1886, votée après la chute de Jules Ferry - du fait d'une longue résistance du Sénat - laïcisait le personnel enseignant, avec un délai de 5 ans pour les écoles de garçons, et jusqu'à extinction du corps pour l'enseignement féminin.

Pierre angulaire de la politique laïque, les réformes scolaires étaient d'abord présentées comme l'aboutissement d'un ultime combat des forces du progrès contre l'obscurantisme, dans l'optique rationaliste et scientifique de l'époque. Disciple d'Auguste Comte, Jules Ferry croyait à la fin prochaine des religions révélées. Le spiritualiste Ferdinand Buisson écrivait en 1882 dans la "revue pédagogique", à propos de la laïcité :

"... la plus grande des réformes sociales et la plus durable des réformes politiques... lorsque toute la jeunesse française se sera développée, aura grandi sous cette triple étoile de la gratuité, de l'obligation et de la laïcité, nous n'aurons plus rien à craindre des retours du passé, car nous aurons pour

nous en défendre l'esprit de toutes ces générations nouvelles, de ces jeunes et innombrables réserves de la démocratie républicaine formées à l'école de la science et de la raison, et qui opposent à l'esprit rétrograde l'insurmontable obstacle des intelligences libres et des consciences affranchies ...".

En réalité, sur le plan philosophique, la plupart des tenants de l'école laïque, s'ils s'en prenaient au catholicisme dont l'esprit dominant était alors le refus de la science moderne - (voir ses positions sur le darwinisme) - et de la société industrielle, n'en étaient pas moins des spiritualistes, dans la lignée du néo-kantisme et du protestantisme libéral mâtiné d'idéal maçonnique : des gens comme Steeg et Pécaut anciens pasteurs - (le premier directeur de l'Ens de Fontenay) - ou L.Liard, recteur de l'Université de Caen, auteur d'un célèbre manuel de morale, diffusaient un "credo laïque" fait de spiritualisme sans dogme et de religiosité à la Rousseau ; on le définit ainsi sur la tombe de Steeg : "dégager du christianisme traditionnel et intégral une sorte d'Évangile, une religion laïque de l'idéal moral sans dogmes, sans morale et sans prêtres ...".

Cette "religion laïque" fut bel et bien diffusée par l'enseignement primaire, les "évangélistes" étant Victor Hugo et Michelet, la morale étant l'apologie du mode de vie petit bourgeois fait d'épargne, d'économie, d'hygiène et de sobriété.

Mais la laïcité se voulait avant tout un combat politique contre les forces réactionnaires, conservatrices, monarchistes - avec qui l'Eglise était alors étroitement liée -, les Jésuites furent ainsi expulsés comme "factieux" -, une dernière phase de la lutte anti-féodale, pour le triomphe de la démocratie politique ; d'où les références constantes à la Révolution française, à ses combats contre l'Eglise, à son oeuvre de laïcisation et de sécularisation de l'Etat comme de



- L'hygiène vous défend de cracher partout
- Mais, alors, où c'est-il que c'est permis ?
- Sur la religion !

(7) Un avis du Conseil d'Etat en avril 1883 confirma la possibilité légale pour le ministre de suspendre ou supprimer un traitement ecclésiastique. Cependant dans cette période le gouvernement maintint des relations courtoises avec le nonce du Pape ; la modération politique de Léon XIII, succédant à l'appui ouvert de son prédécesseur Pie IX aux monarchistes, contribua à détendre les rapports avec la Papauté. En contrepartie le gouvernement J. Ferry soutint l'envoi des missions religieuses outre mer, qui, il est vrai, servaient sa politique coloniale.

(8) Pour tourner cet article, Ferdinand Buisson précisa dans ses instructions : "L'instituteur se bornera à inculquer à ses élèves les notions fondamentales qui se retrouvent dans toutes les confessions religieuses et même en dehors d'elles".

la société, sans toutefois se réclamer d'un épisode aussi contestable que la déchristianisation de l'an II, cependant alors mise en avant par l'historiographie radicale de la Révolution française à la Aulard (9). Le combat entre l'Ancien Régime et la Révolution devait ainsi s'achever, en éliminant l'influence politique de l'Eglise catholique, "dernière forteresse de l'ordre ancien". (10)

Ceci représentait l'aspect "moderne" de la laïcité de l'Ecole et du combat anticlérical ; mais celui-ci avait aussi des aspects plus subtilement conservateurs.

"L'Ecole soit se substituer à l'Eglise de jadis" déclara Jules Ferry ; et la justification principale de l'école laïque et "neutre" tenait à un double souci **d'unité nationale et d'ordre social** :

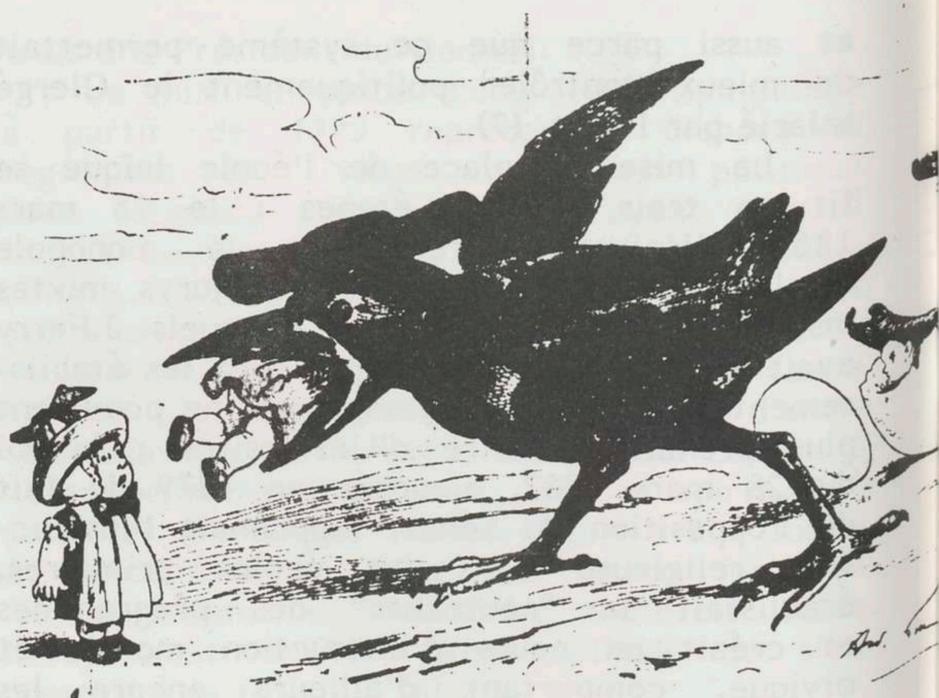
"La gratuité permet l'obligation qui, dans un pays divisé de croyances, impose la laïcité".

pouvait-on lire dans la presse républicaine au moment du vote de la loi de mars 1882. (Notons toutefois que l'on trouve aussi chez Ferdinand Buisson l'argument inverse, pour justifier l'absence de référence à Dieu dans le programme scolaire, à la différence des écoles américaines, alors citées comme modèles avec celles d'Allemagne, l'existence d'une "secte religieuse dominante" (le catholicisme), dont la prétention était "d'imposer sa doctrine à toutes les consciences" - le catholicisme se veut par nature "universel" et n'admet pas la liberté de conscience - conduisit à lui retirer tout statut officiel à l'école).

Unité nationale : en combattant un corps politique et social comme l'Eglise, sorte d'Etat dans l'Etat, on parachèvent l'unité nationale, on éliminent un reste du féodalisme. La **laïcité**, principe unificateur du parti républicain, lui-même divisé en tendances diverses (gambettistes, ferrystes, radicaux ...) était non seulement un moyen de se retrouver dans un rassemblement "contre les survivances de l'Ancien Régime", elle était aux yeux des Républicains un moyen **d'unifier la nation**, dans une foi à caractère avant tout patriotique.

Comme l'écrit fort justement M. Winock, "L'idéologie de la III^e République, dont l'instrument de propagande fut avant tout l'école primaire, et dont le contenu fut principalement la laïcité et le patriotisme, donna une âme à un règne qui n'était que le fruit d'un compromis tacite, toujours susceptible de rupture, entre les différents groupes sociaux"(11)

Renouant là encore avec la Révolution française, où le culte civique que l'on avait tenté de substituer au "fanatisme catholique" s'était fondé avant tout sur la Patrie autant que



sur la Raison, les Républicains des années 1880 s'efforcèrent de forger une foi laïque toute imprégnée de nationalisme ; l'histoire, la morale et l'instruction civique furent les principaux véhicules de cette propagande qui n'était pas plus "neutre" que l'enseignement du catéchisme ; on diffusa dans les écoles primaires les "chants du soldat" de Deroulède - et d'ailleurs Buisson fut un peu plus tard membre de la Ligue des Patriotes ; on exalta et pratiqua l'instruction physique et militaire, dans l'esprit de la Revanche, en s'inspirant d'ailleurs des méthodes pédagogiques prussiennes, que l'on rendait responsables de la supériorité militaire de l'Allemagne en 1870. On connaît le célèbre "Tour de France de deux enfants" écrit en 1877, sous le pseudonyme de G. Bruno - qui d'ailleurs rendait hommage au libre penseur Giordano Bruno. (12)

(9) La chaire d'histoire de la Révolution de la Sorbonne fut inaugurée en même temps que le nouveau bâtiment et confiée à Aulard en 1889, année du centenaire. L'apologie de la déchristianisation de l'an II - et même l'invention de ce terme plutôt impropre -, était surtout le fait des radicaux ou des Blanquistes. Jaurès a écrit à propos de Jules Ferry, "qu'il voulait établir l'humanité sans Dieu et sans Roi", mais que réaliste, il se savait élu d'un peuple "qui tient à la République mais qui ne tient pas moins à ses processions".

(10) La franc maçonnerie a joué un rôle moteur dans ce combat. Les maçons, qualifiés par les cléricaux de "jésuites de la République" déclarèrent légitime de combattre l'Eglise de "toute leur énergie", vue "la prétention du cléricisme à s'immiscer dans la gestion de l'Etat, et surtout d'imposer sa doctrine à toutes les consciences".

(11) "Naissance et mort de la III^e République" - op.cit.

(12) Il avait été écrit par Mme Guyon, épouse du philosophe Fouillée et mère de J.M. Guyon, auteur de "l'irreligion de l'avenir".

Les jésuites
coupables
et victimes



OUVERTURE DE CHASSE.

Cette conception de la laïcité comme forgeant "l'unité spirituelle nécessaire à une communauté sociale", selon le mot de Legrand, avait aussi une fonction de conservation sociale, en "préparant l'acceptation volontaire d'une inégalité indispensable", comme ajoute ce dernier. Par l'idéologie individuelle qu'elle véhiculait, notamment celle de la promotion sociale par la "méritocratie", l'école Jules Ferry devait, en détournant les individus des luttes politiques et sociales, être un puissant facteur de conservatisme social.

"L'égalité d'éducation doit tout d'abord mettre fin à la guerre sociale en créant les conditions intellectuelles et morales d'une collaboration entre les ouvriers et les entrepreneurs. Elle doit ensuite mettre fin à l'anarchie de la vie politique née de la lutte persistante entre l'Ancien Régime et la Société Républicaine, et cela par le développement d'un enseignement scientifique et l'extension aux femmes d'un tel enseignement ..." (Legrand).

Sans s'illusionner sur "l'égalité d'éducation" sous la III^e République - on sait que l'enseignement primaire était totalement séparé de celui des "petits lycées" - on peut souligner les avantages notables que présentait le système : une plus grande mobilité sociale, nécessaire au renouvellement des classes dirigeantes et en particulier à l'extension des fameuses "couches nouvelles" de Gambetta; un moyen de tenir les classes populaires

en respect, tout en les alléchant par l'espoir d'une promotion individuelle, qui de toutes façons ne pouvait bénéficier qu'à une minorité. Cette idéologie conduisait à une sorte d'optimisme pédagogique, qui sera plus particulièrement véhiculé par des penseurs comme le philosophe Allain selon l'idée que "la diffusion des lumières mettrait fin à l'inégalité des rapports sociaux", comme l'avait déjà proclamé Targé sous le second Empire. Là aussi Jules Ferry reprenait une idée de Condorcet qui, dans ses projets d'éducation avait proposé un système de "bourses de mérite", remède à "l'inégalité sociale résultant de l'inégalité des fortunes".

De ce point de vue social - comme du point de vue politique - la laïcité de l'école avec sa mystique à la fois nationaliste et individualiste - mais les deux aspects pouvaient d'autant plus être complémentaires que l'on avait brisé le système des solidarités de corps et de groupe - pouvait être considérée comme une **Diversión**. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles les réformes scolaires provoquèrent une méfiance justifiée de la part d'une grande partie des socialistes. En entretenant la "querelle fondamentale" n'offrait-on pas en pâture aux masses un adversaire illusoire. Le député conservateur Keller a pu se payer le luxe de dire : "Le grand cheval de bataille pour éviter les réformes sociales, c'est la guerre anti-cléricale". (13) Il est de fait que le règne des républicains opportunistes fut marqué par une politique libérale intégrale en matière économique et sociale, la célèbre loi Waldeck Rousseau de 1884 autorisant les Associations ouvrières (et patronales) étant d'ailleurs plutôt considérée, au moment de son vote à la Chambre, comme un instrument de contrôle policier des syndicats ouvriers.

On mesure mieux ainsi le sens de la bataille laïque et la fonction de l'anti-cléricalisme libéral et républicain : diversion politique et sociale, instrument de division des masses sous couvert d'unification nationale; n'a-t-on pas ainsi opposé artificiellement ouvriers et paysans, France de l'Ouest traditionnelle et France industrialisée ? Dans une certaine mesure on pourrait dire que la religion en France a joué un rôle identique à celui de la question raciale dans la société américaine. L'Eglise catholique a évidemment une large part de responsabilité dans la chose, dans la mesure où, depuis la Révolution française, la majorité de sa hiérarchie s'est presque toujours identifiée au conservatisme, au monarchisme et à la contre révolution-

(13) cf. cité par F. Ponteil : "Les classes bourgeoises et l'avènement de la démocratie".

- si l'on excepte le bref épisode de la Révolution de 1848 - ; il y a certes toujours eu des courants libéraux, "modernes" et sociaux dans l'Eglise (courants égalitaristes sous la Révolution française, christianisme social au XIXe siècle...), mais ceux-ci sont restés minoritaires et marginaux ; faute d'avoir su réaliser à temps son aggiornamento, l'Eglise catholique en France a offert une formidable aubaine à la bourgeoisie républicaine, en alimentant elle-même l'anti-cléricalisme et en apparaissant comme une force idéologiquement, politiquement et socialement rétrograde. C'est d'ailleurs surtout l'évolution récente d'une grande partie de la hiérarchie catholique dans un sens moderniste - non d'ailleurs sans provoquer des résistances en son sein - qui a largement contribué à dépassionner la "querelle" ; l'anti-cléricalisme apparaît d'autant plus désuet qu'il a perdu son principal aliment, dans une France profondément déchristianisée. La laïcité de l'enseignement, soi-disant neutralité de son contenu, a pris un autre sens, qui n'est pas forcément celui de la "libération des esprits" et de "l'affranchissement des consciences", pour reprendre les termes de F. Buisson, si l'on en juge par l'usage officiel qui a pu en être fait il y a encore peu de temps. En revanche maints aspects de l'idéologie de l'école Ferry sont restés bien présents,

continuent d'être largement diffusés, comme le mythe de "l'égalité des chances", la fonction sociale de la promotion individuelle par les études, l'idéologie de la "méritocratie", d'autant plus nettement en France que l'on y est particulièrement atteint de "diplomite".

Maintenant dépassée, mais seulement depuis une période récente, la guerre entre l'Eglise et l'anti-cléricalisme a pourtant profondément marqué l'histoire politique française, constituant un trait original de celle-ci, dont il faut trouver les origines dans la Révolution française, voire dans le XVIIIe siècle et même la Révocation de l'Edit de Nantes (14) ; elle constitua un véritable fil conducteur, enfermant la "gauche" - et notamment les socialistes, dans un combat archaïque, mais apparu comme nécessaire, montrant les pesanteurs idéologiques et politiques dans une France aux structures économiques et sociales longtemps bloquées.

(14) Notons qu'à la différence de l'Angleterre, de l'Allemagne et des Etats-Unis, la France n'a pas vu triompher la Réforme. C'est sans doute un élément d'explication de l'originalité française.

